

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

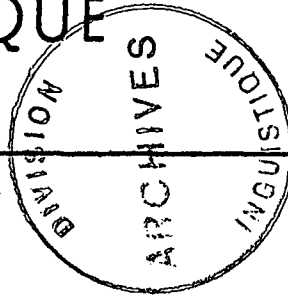


Distr.
GENERALE

E/2059/Add.3
27 juillet 1951

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
Point 18



Distr. double

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (SEPTIEME SESSION)

Observations des gouvernements sur le projet de Pacte international
relatif aux droits de l'homme

4. YOUGOSLAVIE

(Lettre en date du 24 juillet 1951 du délégué permanent de la République
fédérative populaire de Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations
Unies)

1. Le représentant de la Yougoslavie à la Commission des droits de l'homme a déjà fait connaître les vues de son gouvernement sur certains articles et certaines clauses connexes qui devraient, à son avis, figurer dans le Pacte.

Le Gouvernement yougoslave voudrait à cet égard rappeler les propositions et observations du représentant yougoslave qui sont brièvement exposées dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa septième session. Ces propositions et ces remarques tendaient essentiellement à ce que le Pacte soit rédigé de manière qu'il constitue un document exprimant de façon cohérente l'attitude de la société contemporaine envers la personne humaine et les droits de l'homme.

2. La Commission des droits de l'homme a élaboré à sa septième session les articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. Le texte proposé

comporte des imperfections et mon Gouvernement estime qu'il faudrait l'améliorer et le compléter pour rendre ces articles conformes à l'esprit de la résolution de l'Assemblée générale, où il est dit que: "...la jouissance des libertés civiles et politiques et celle des droits économiques, sociaux et culturels sont liées entre elles et se conditionnent mutuellement" et que "l'homme, privé des droits économiques, sociaux et culturels ne représente pas cette personne humaine que la Déclaration universelle envisage comme l'idéal de l'homme libre..."

Le Gouvernement yougoslave estime en outre que ce serait une erreur que de consacrer à ces droits une section distincte du Pacte; agir de la sorte serait aller à l'encontre de la résolution, par laquelle l'Assemblée générale demande au Conseil économique et social et à la Commission des droits de l'homme"... d'énoncer clairement dans le projet de Pacte les droits économiques, sociaux et culturels, de façon à les relier aux libertés civiles et politiques proclamées par le projet de Pacte".

3. Le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie attache une importance particulière au paragraphe 2 de la section A de la résolution 421 (V), qui est ainsi conçu: "L'Assemblée générale demande au Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à continuer de donner dans ses travaux la priorité à l'achèvement du projet de Pacte et de mesures de mise en oeuvre, de façon à pouvoir soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa sixième session, le texte révisé de ce projet de Pacte".

La Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social sont donc tenus d'achever l'élaboration du projet de Pacte et de le soumettre à l'Assemblée générale lors de sa sixième session. Il est évident que le Pacte ne pourra être achevé et adopté par l'Assemblée générale, à sa sixième session, que si ces deux organismes s'acquittent de leur mission, ce qui, en raison de la situation internationale actuelle, représenterait d'ailleurs un succès important pour l'Organisation des Nations Unies.

Pour les raisons qui précèdent, le Gouvernement yougoslave propose que le Conseil économique et social convoque, avant la sixième session de l'Assemblée générale, une nouvelle session de la Commission des droits de l'homme au cours de laquelle la Commission arrêterait le texte définitif du projet de Pacte et de ses clauses connexes.